

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction
départementale de la protection
des populations

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/7032
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 février 2002, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « MACAIRE Annick », autorisant l'exploitation à SAINT GELVEN au lieu-dit « Kerbiquet » d'un élevage avicole de 76500 animaux équivalents (soit 25500 dindes de chair);
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'accusé réception délivré le 26 mai 2010, relatif à l'installation classée « MACAIRE Annick » pour la reprise d'un élevage avicole autorisé le 25 février 2002 au nom d MACAIRE Annick pour un cheptel de 76500 animaux équivalents (25500 dindes de chair) exploité sur le site de « Kerbiquet » à SAINT GELVEN.
- VU la demande présentée le 28 novembre 2006, modifiée les 28 août 2008, 9 février 2010, 17 février 2010 (la construction d'un hangar à fourrage de 535 m2), et 15 décembre 2011, par l'installation classée « MACAIRE Annick », sise « Kerbiquet » à SAINT GELVEN, en vue de la mise à jour du plan d'épandage en annexe d'un élevage avicole autorisé le 25 février

2002 pour 76500 animaux-équivalents, à SAINT GELVEN au lieu-dit « Kerbiquet » (Sections ZH N° 22);

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU l'enquête publique, le rapport et les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de , CAUREL (4 juillet 2007), SAINT-GELVEN (26 juillet 2007, PERRET (2 juillet 2007) PLUSSULIEN (30 mai 2007) , SAINT-AIGNAN (1^{er} juin 2007);

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 mai 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 25 mai 2012 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du BLAVET, CANAL DE NANTES à BREST;

CONSIDERANT que l'élevage se situe dans le canton de GOUAREC ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, par intérim,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **MACAIRE André** », sise à SAINT GELVEN au lieu-dit « Kerbiquet » à exploiter à cette même adresse (sections ZH N° 22) à SAINT GELVEN, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 76500 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 76500 volailles de chair (dindes, poulets, pintades)

**sous réserve que la rotation des productions sur les poulaillers, permette de limiter annuellement la production d' azote à 13892 kg par an. et la production de phosphore à 14566 kg.*

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié, visés ci-dessus, ainsi que les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE.

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé ;

2.2. *Aménagement :*

2.2.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 400 m².

2.2.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3. - Sécurité :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation des bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue des élevages.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.3.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 – MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables les plus récentes en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 4 – Prescription EPANDAGE SUR CEREALES

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 5 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 25 février 2002 portant autorisation au titre de l'installation classée « MACAIRE Annick ».

ARTICLE 6 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 7 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de SAINT GELVEN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT GELVEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, par intérim, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de SAINT GELVEN, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de CAUREL, MUR DE BRETAGNE, PERRET, PLUSSULIEN, et SAINT AIGNAN (56).

SAINT-BRIEUC, le

11 JUIN 2012



Pierre SOUBELET